

Pourquoi le débat #EuropaCity n'a pas pris sur Twitter ?

Diego Antolinos-Basso, Flaminia Paddeu, Nicolas Douay, Nathalie Blanc

▶ **To cite this version:**

Diego Antolinos-Basso, Flaminia Paddeu, Nicolas Douay, Nathalie Blanc. Pourquoi le débat #EuropaCity n'a pas pris sur Twitter ? : Analyse de la mobilisation autour d'une controverse environnementale sur le réseau social. Recherches en sciences sociales sur Internet/Social science research on the Internet, 2017, 7, pp.1. 10.4000/reset.1070 . hal-01959287

HAL Id: hal-01959287

https://sciencespo.hal.science/hal-01959287

Submitted on 18 Dec 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

RESET
Recherches en sciences sociales sur Internet

7 | 2018
Formes et mouvements politiques à l'ère numérique

Pourquoi le débat #EuropaCity n'a pas pris sur Twitter ?

Analyse de la mobilisation autour d'une controverse environnementale sur le réseau social

Why has the debate on #EuropaCity not taken place on Twitter ? Analysis of the mobilisation around an environmental controversy on the social network

Diégo Antolinos-Basso, Flaminia Paddeu, Nicolas Douay et Nathalie Blanc

Édition électronique
URL : http://journals.openedition.org/reset/1070
ISSN : 2264-6221

Éditeur
Association Recherches en sciences sociales sur Internet

Ce document vous est offert par Fondation nationale des sciences politiques

Référence électronique
Diégo Antolinos-Basso, Flaminia Paddeu, Nicolas Douay et Nathalie Blanc, « Pourquoi le débat #EuropaCity n'a pas pris sur Twitter ? », *RESET* [En ligne], 7 | 2018, mis en ligne le 17 octobre 2018, consulté le 17 décembre 2018. URL : http://journals.openedition.org/reset/1070

Ce document a été généré automatiquement le 17 décembre 2018.

© Association Recherches en sciences sociales sur Internet

Pourquoi le débat #EuropaCity n'a pas pris sur Twitter ?

Analyse de la mobilisation autour d'une controverse environnementale sur le réseau social

Why has the debate on #EuropaCity not taken place on Twitter ? Analysis of the mobilisation around an environmental controversy on the social network

Diégo Antolinos-Basso, Flaminia Paddeu, Nicolas Douay et Nathalie Blanc

Introduction

1 Le développement des nouvelles technologies liées à Internet bouleverse profondément la société (Castells, 2001), notamment dans son organisation spatiale (Beaude, 2012) et politique, en ouvrant la promesse d'une « démocratie Internet » (Cardon, 2010) ou « démocratie en ligne » (Shane, 2004). Les travaux sur le tournant numérique des mouvements sociaux ont mis en lumière les dispositifs et leurs effets sur la politique, en regardant ce que change le web aux pratiques politiques. Elles mettent en scène d'une part, une première posture « cyber-optimistes » considérant les « *civic tech* » comme porteuses de solution à une crise de la représentation (Poupa, 1998 ; Flichy, 2001 ; Chambat, 2003 ; Vedel, 2003). D'autre part, l'accumulation d'analyses empiriques a largement contribué à déconstruire les imaginaires de l'e-activisme et à faire émerger une posture sceptique (Margolis & Resnick, 2000 ; Morozov, 2011). Le clan des « cyber-pessimistes », entre « *politics as usual* » (Margolis & Resnick, 2000) et « slacktivisme » (Morozov, 2011), défend que les pratiques politiques en ligne n'auraient aucune influence sur les décisions politiques ou souligne le risque de voir perdurer les inégalités de ressources entre acteurs et le maintien des positions des groupes dominants. Par ailleurs, certains rappellent que l'environnement technique n'est pas neutre et que sa configuration autorise certaines actions plutôt que d'autres : en privant les citoyens des mots nécessaires pour réfléchir les rapports entre l'agir et le pouvoir et en favorisant le « partage » ou le « like » (Mabi & Théviot 2014), de tels renversements accompagnent

l'évolution de nos sociétés vers ce que certains ont nommé « post-démocratie » (Swyngedouw, 2009). Néanmoins, l'analyse de l'usage des hashtags et de leur distribution dans des classes lexicales a permis de rendre compte de l'économie affective des controverses sur Twitter, comme celle autour du #mariagepourtous (Cervulle & Pailler, 2014). Dans ce cas, les usages de Twitter donnent à voir l'émergence de différents acteurs collectifs situés en position asymétrique au-delà du clivage binaire ; le déploiement d'un contre-mouvement culturel ainsi que l'emploi du hashtag dans une visée d'intensification de l'émotion.

2 Cet article contribue à ces débats en tentant de dépasser cette opposition à partir d'une analyse des tweets liés à la controverse concernant le projet d'aménagement d'EuropaCity, situé dans le triangle de Gonesse (Val-d'Oise), à mi-chemin entre les pistes des aéroports de Roissy et du Bourget. Le projet est porté par la filiale immobilière du groupe Auchan et prévoit de construire sur des terres agricoles de la Plaine de France un complexe regroupant activités commerciales, ludiques et sportives sur plus de 80 hectares. Depuis l'automne 2016, après la clôture du débat organisé par la Commission Nationale du Débat Public (CNDP), un réseau de militants, animés par le motif de préserver les terres agricoles "les plus riches de France" (militant Fondation Nature de l'Environnement (FNE), 8 novembre 2016) comme l'emploi dans les commerces locaux, lutte contre un projet jugé développementiste. Cherchant à mobiliser au-delà d'un cercle de militants convaincus, pour la plupart écologistes, altermondialistes et réunis sous la bannière de la lutte contre les Grands Projets Inutiles et Imposés (GPII), et souhaitant publiciser une controverse qui peine à s'installer en interpellant la société civile et l'Etat, les acteurs associatifs impliqués ont récemment diversifié leurs répertoires d'action comme leurs arènes d'implication. Les débats sont ainsi menés dans les arènes médiatiques, en obtenant par exemple le soutien du journal en ligne écologiste Reporterre, dans les arènes juridiques, en déposant des recours en annulation au Conseil d'Etat ou auprès du Parlement européen, dans les arènes politiques, en mobilisant des élus et en médiatisant le projet dans les conseils départementaux et régional. Sur les réseaux sociaux, les militants s'efforcent de rendre visible la controverse en partageant des articles, en appelant à la mobilisation (recrutement de bénévoles pour déployer des banderoles au-dessus de l'autoroute, proposition de participation à des ateliers citoyens, appel à manifester devant la mairie de Gonesse) ou en interpellant les promoteurs du projet. La persévérance de ces efforts rencontre pourtant un écho limité sur Twitter, où #europacity peine à émerger comme un hashtag mobilisateur.

3 L'arène que nous avons choisie pour suivre les développements de la controverse d'EuropaCity est ainsi celle du réseau social Twitter. Lancé en mars 2006 en Californie, il rassemble 317 millions d'utilisateurs actifs mensuels dont 5,7 millions en France[1]. Twitter permet l'expression sur une toile mondialement interconnectée et ouvre la possibilité d'un espace public sans limite. Cette activité de micro-blogging prend la forme de messages rapides, concis et publics de 140 caractères (espaces compris). À l'aide de *hashtag* (mot-clé) désigné par le symbole #, les utilisateurs de Twitter peuvent référencer leurs messages et prendre part à un débat sur un sujet. Nous analysons la controverse d'EuropaCity à travers cette arène spécifique, qui rend compte de la manière dont une controverse se traduit dans un espace virtuel à un moment de son développement, à partir d'un corpus de données extraites de Twitter : nous avons, d'une part, collecté les tweets relatifs au hashtag le plus représentatif de la controverse, #europacity, entre le 29 octobre 2016 et le 1er juin 2017 ; et nous avons, d'autre part, collecté l'ensemble des

tweets disponibles des comptes des acteurs majeurs de cette controverse, favorables comme opposés au projet.

4 Nous tentons ici d'établir une cartographie de la controverse par l'étude du débat public qui peut s'instaurer en ligne. Notre questionnement porte sur les formes (limites, organisations, intensités...) que prennent les controverses sur les réseaux sociaux, en utilisant les données liées aux acteurs, aux réseaux et aux temporalités comme autant de traces, et ce qu'elles révèlent des reconfigurations de l'action collective liées aux usages numériques. Nous portons une attention aux principaux acteurs impliqués dans la controverse et évaluons l'importance prise par la controverse EuropaCity dans leurs communications et actions, leurs proximités et éventuelles mise en réseau (qui suit qui ? qui parle avec qui ?), leurs interactions et leurs modes d'expression (que se disent-ils ? qui endorse qui ? comment twitter est-il articulé avec d'autres contenus ?) afin de mettre en avant le rôle du numérique dans leurs registres d'action. En s'appuyant notamment sur une approche de sociologie des mobilisations, il s'agit ainsi d'observer l'évolution dans le temps du débat, par la distribution temporelle des tweets et son articulation à l'actualité des mobilisations, de l'évolution du projet et des moments du débat public.

5 Afin de répondre à ces questions, nous mobiliserons des outils tels que les méthodes d'analyse visuelle de réseaux, qui nous permettront d'appréhender la forme et la structure du réseau d'acteurs de la controverse. La cartographie du réseau d'acteur vu depuis Twitter donnera à voir une reconfiguration de ce réseau au travers de visualisation des données de suivis et de partages (Grandjean, Jacomy & Girard, 2016). Il faut souligner que le débat Twitter ne rend pas compte exhaustivement du débat lui-même, certains acteurs tels les architectes urbanistes du Grand Paris préférant manifester leur opposition dans des médias plus généralistes.

6 Nos résultats laissent apparaître un certain nombre de difficultés à faire exister cette controverse en ligne. Pourquoi la controverse autour d'EuropaCity n'a-t-elle pas prise sur Twitter ? Pourquoi l'arène Twitter ne permet-elle pas de faire émerger en ligne un débat qui existe encore marginalement dans l'espace public ? Nos analyses rendent compte des difficultés du militantisme associatif écologique opposé au projet d'EuropaCity à lutter pour une transition écologique et démocratique, alors que les promoteurs du projet et les instances publiques refusent de reconnaître l'existence même d'une controverse. Contrairement à l'idée selon laquelle les réseaux sociaux auraient introduit une réappropriation plus ouverte de l'espace du débat public (Cardon & Granjon, 2013), nous questionnons ici l'incapacité de Twitter à publiciser les controverses lorsque celles-ci se heurtent à des inégalités structurelles de pouvoir et d'engagement.

7 Nous présenterons d'abord notre cas d'étude à partir d'un cadrage sur l'analyse des controverses par le prisme des civic tech (1), nous rendrons compte ensuite des analyses des acteurs, des réseaux et des temporalités autour de la controverse d'EuropaCity sur Twitter (2), puis nous discuterons des résultats quant aux difficultés de Twitter à faire exister cette controverse en ligne (3).

Twitter, un espace propice au débat public autour de la controverse EuropaCity ?

Civic tech et controverses

8 Depuis quelques années, le rôle des outils numériques dans les mobilisations citoyennes environnementales est apparu comme un nouvel objet de recherche en sciences humaines et sociales, questionnant l'existence d'une « citoyenneté environnementale virtuelle » (Schlosberg, Shulman & Zavetoski in Dobson & Bell, 2005). Quand certains envisagent le cyberespace des « webs environnementaux » et les stratégies de repositionnement de l'État dans la gestion des données environnementales (Gautreau *et al* ., 2014), d'autres explorent les cyber-mobilisations environnementales via le web 2.0., en montrant comment ces outils permettent la mise en œuvre d'une intelligence collective – en rassemblant un nombre important de citoyens en un temps plus court, en donnant plus d'importance aux scandales et en révélant grâce aux processus participatifs des capacités inédites d'expertise (Douay, 2014). En s'affranchissant des investigations portant sur les liens entre technologies et développement durable, comme les études critiques portant sur les TIC vertes (Flipo *et al*., 2012) ou sur les « *technical fixes* » à la crise écologique (Beal *et al.,* 2011), des travaux cherchent à penser les liens entre action collective, préoccupations environnementales et dispositifs socio-techniques numériques. Un certain nombre de travaux se sont récemment intéressés à l'utilisation des réseaux sociaux dans le cadre des controverses (Cervulle & Pailler, 2014 ; Bigot, Julliard & Mabi, 2016), notamment autour des projets d'aménagement du territoire à Paris (Douay & Reys, 2016) ou Notre-Dame-des-Landes (Mabi, 2016).

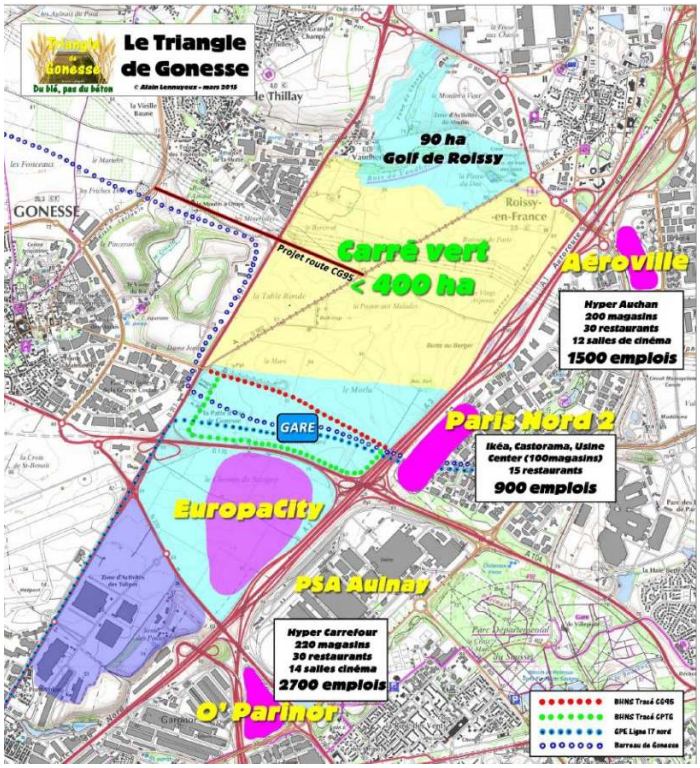
9 Les travaux concernant le tournant numérique des mouvements sociaux se sont avant tout concentrés sur les dispositifs et leurs effets sur la politique, en regardant ce que change le web aux pratiques politiques (apparition de nouveaux publics, essor de la démocratie participative, émergence de nouvelles formes d'engagements ou transformations des pratiques existantes...). D'une part, une première posture, s'appuyant sur les notions de « démocratie électronique » (Chambat, 2003 ; Vedel, 2003), de « cyberdémocratie » (Poupa, 1998) et d'« hyperdémocratie » (Flichy, 2001), considère les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) ou « *civic tech* » comme une solution à une crise de la représentation. Un certain nombre de recherches postérieures à l'émergence du web 2.0. ont porté sur l'« internet politique » ou l'« activisme télématique » (Granjon, 2014), interrogeant ce que la médiation numérique fait aux logiques de mobilisation. L'émergence du web participatif et des sites de réseaux sociaux (blogs, Twitter, Facebook, etc.) aurait introduit un renouvellement du répertoire militant, ainsi qu'une réappropriation plus ouverte de l'espace du débat public (Cardon & Granjon, 2010). Clément Mabi, dans le conflit autour de la construction de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes et dans un contexte où les opposants rejettent les outils de démocratie participative et les contacts avec les « grands médias », rappelle que les opposants cherchent à produire leur propre discours via une forte mobilisation des médias numériques dans une logique de « médiactivisme » (Cardon & Granjon, 2013). Cela se traduit par la multiplication de blogs, de sites web produisant un contre-discours et la mobilisation de réseaux sociaux comme Facebook et Twitter pour le relayer. En ce sens un "usage militant du numérique et des réseaux sociaux rend possible une mise en récit

spécifique, plus interactive et transmédiatique (Bouchardon, 2009), favorable au développement d'un discours militant moins tourné vers l'accord et le consensus que ne le demandent les dispositifs participatifs plus classiques (Young, 2000), et moins centré sur l'événement que ne peuvent l'être les médias traditionnels (Gamson & Modigliani, 1989)" (Mabi, 2016 : 113). Ces travaux alimentent l'idée qu'Internet et les réseaux sociaux forment une nouvelle arène qui permet aux contre-publics de donner de la visibilité à des aspects du discours sous-représentés dans les médias dominants, le web étant susceptible de transformer les hiérarchies symboliques et « l'ordre du visible » produits par les médias de masse traditionnels (Voirol, 2005).

EuropaCity, une controverse environnementale d'aménagement du territoire

10 En 1994, les 700 hectares du « triangle de Gonesse » (fig. 1) situés entre l'A1 et la route départementale 17 sont identifiés comme étant une zone stratégique par le schéma directeur de la région Ile-de-France. Il s'agit alors d'un « secteur d'urbanisation conditionnelle » soumis au plan d'exposition au bruit de l'aéroport Charles-De-Gaulle qui limite la construction de logements mais permet le développement d'activités économiques. En 2006, une des pointes du triangle est urbanisée avec la création de la zone d'activités des Tulipes. La même année la filiale immobilière du groupe Auchan imagine le projet EuropaCity dont l'établissement public d'aménagement (EPA) de la Plaine de France doit être le maître d'oeuvre. Le projet est situé au centre du triangle et prévoit de réunir sur 80 hectares de terres agricoles un complexe rassemblant 500 commerces, 2 700 chambres d'hôtel et de multiples espaces dédiés aux loisirs, à la culture et aux sports pour un coût estimé à plus de 1,7 milliards d'euros. Au nord du triangle une zone de 400 hectares est préservée et en bordure de l'aéroport un golf doit occuper 90 hectares.

Figure 1 : Carte du triangle de Gonesse



Source : Les amis de la confédération paysanne[2]

Figure 2 : Le triangle de Gonesse au niveau de la D170



Source : Aurélien Cohen et Flaminia Paddeu, 2017

11 Le projet est présenté en 2009 et profite d'une dynamique métropolitaine en obtenant en 2011 le « Label Grand Paris » alors qu'il doit accueillir une des stations du nouveau métro automatique (ligne 17) ainsi qu'une liaison tangentielle entre les lignes B et D du RER. Au

titre de sa proximité avec la plateforme aéroportuaire ce secteur fait l'objet d'une attention particulière avec la signature d'un contrat de développement territorial (CDT) entre les acteurs locaux et l'État. Le contrat met en avant cinq grands objectifs dont ceux d'un "développement autour de pôles structurants" et d'un "développement économique valorisant les atouts du territoire, à proximité de l'ensemble aéroportuaire".

12 Cependant le projet est rapidement rattrapé par une controverse, qui questionne d'abord l'opportunité et la légitimité du projet et oppose les promoteurs du développement économique dans une logique de métropolisation et des militants, urbanistes et quelques élus préoccupés par la question écologique et agricole. La localisation interroge aussi, opposant les promoteurs d'une ville dense et ceux qui peuvent s'accommoder d'un étalement urbain, notamment dans les interstices urbaines à proximité des principaux pôles. On retrouve ici deux représentations de types de conflit identifié par Philippe Subra (2007). Il s'agit d'une part des aménagements qui peuvent être « convoités » par les acteurs qui sont mis en concurrence pour accueillir des investissements publics et/ou privés avec des projets ouvrant des perspectives de développement et d'autre part des aménagements « rejetés » souvent dans une logique "not in my backyard" ("NIMBY"). Dans le cas d'EuropaCity en fonction du positionnement des acteurs face à la controverse cela va créer des représentations contradictoires entre ces deux types de conflits. Nous pouvons aussi noter que le contexte spatial de périurbanisation peut aussi expliquer ces conflits (Darly, 2008).

13 Cette controverse oppose deux systèmes de rationalité (Teissandier, 2013) correspondant à des grilles de perception du monde et d'interprétation des événements bien différente. De ces ces systèmes peut découler une certaine intercompréhension, voire un dialogue de sourd (Angenot, 2008) : « puisque les interlocuteurs ne perçoivent pas de la même façon les enjeux du débat, ils ne parlent jamais vraiment des mêmes sujets » (Badouard, Mabi & Monnoyer-Smith, 2016, p 11). Le premier système de rationalité soutient le projet qui est présenté comme un enjeu du Grand Paris. Il s'appuie sur la promesse d'un développement économique avec la création de plus de 11 000 emplois par le développement du tourisme et du commerce dans une logique d'attractivité internationale. Cette opportunité est considérée comme une réponse pertinente au contexte de concentration de la pauvreté dans cette zone à la limite entre les départements de Seine-Saint-Denis et du Val d'Oise. Pour répondre aux critiques la création d'un Agenda 21 est proposée.

14 Le deuxième système de rationalité est opposé au projet principalement au regard de l'artificialisation de terres fertiles qui assurent une partie de l'alimentation de la région et fournissent des services écosystémiques (fig. 3). Il propose de défendre l'emploi de proximité dans les centres villes et sur les friches existantes (PSA) avec des activités industrielles, agricoles ou de services capables de dynamiser les petites et moyennes entreprises (PME) locales. La plupart des acteurs mobilisés sont rassemblés dans le Collectif pour le triangle de Gonesse (CPTG) créé en 2011, qui propose d'ouvrir des perspectives d'avenir à des porteurs de projets du territoire (Echo du triangle, 2 décembre 2016). Chez les opposants au projet a émergé progressivement une convergence des alternatives à EuropaCity qui, autour du CPTG (fig. 4), regroupe Attac, la coopérative Biocoop, le réseau des AMAP d'Ile-de-France, France Nature Environnement (FNE) Ile-de-France, Les Amis de la Terre, le Mouvement National de Lutte pour l'Environnement (MNLE) 93, la Confédération des Commerçants de France (CDF), la Coordination pour la Solidarité des Territoires d'Ile-de-France (COSTIF), l'association des Amis de la Confédération Paysanne et le syndicat national Confédération paysanne.

Illustration 3 : Les plaines agricoles du triangle de Gonesse



Source : Aurélien Cohen et Flaminia Paddeu, 2017

Illustration 4 : Un militant anti EuropaCity



Source : Aurélien Cohen et Flaminia Paddeu, 2017

15 Du côté du second système de rationalité, trois registres de prises de parole apparaissent principalement, outre celui des porteurs du projet qui interviennent peu dans les arènes médiatiques. Un premier registre est scientifique et naturaliste. Il s'agit alors des experts environnementalistes qui parlent de la dégradation environnementale et de l'érosion de terres agricoles fertiles dans ce secteur de la Région Ile-de-France. Un deuxième registre

concerne une opposition politique, et fait place à des arguments contestataires au développement de ce lieu : les mots d'ordre font référence à l'anti-croissance, l'anti-urbanisation et renvoient au développement d'un consumérisme culturel et de loisirs reposant sur des arguments faibles des porteurs de projet, notamment autour du développement de l'emploi. Un troisième registre défend un développement des lieux raisonné, intégrant les problématiques du développement durable. L'expertise provient des bâtisseurs eux-mêmes. Un collectif d'architectes-urbanistes, la plupart membres du conseil scientifique de l'Atelier International du Grand Paris dénonce la logique financière derrière le projet d'EuropaCity, et plaide pour un aménagement en relation avec les forces existantes sur le territoire, tant sociales qu'économiques et environnementales[3].

16 L'ensemble des acteurs de ces deux systèmes de rationalité sont présentés dans le tableau ci-dessous (fig. 5).

Figure 5 : Les acteurs de la controverse EuropaCity et leur positionnement

Acteurs pro-EuropaCity	**Acteurs anti-EuropaCity**
Maître d'ouvrage : Alliages & Territoires, filiale d'Immochan, filiale d'Auchan	*Collectif ad hoc* : CPTG (Collectif pour le Triangle de Gonesse)
Actionnaire : groupe chinois Dalian-Wanda, actionnaire du projet à 49,9 % depuis le 26 février 2016	*Collectifs* : Atelier Citoyen,Association Pour des Projets Urbains Alternatifs Ici et à l'International (APPUII), la COSTIF, Métropop' !
Etablissement public : Etablissement Public d'Aménagement (EPA) Plaine de France	*Associations* : AMAP d'Ile-de-France, FNE Ile-de-France, FNE Val d'Oise, les Amis de la Terre, l'association des Amis de la Confédération paysanne, Attac, Commerçants de France, MNLE 93
Conseils départementaux : Conseil départemental du Val d'Oise (95), Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis (93)	*Syndicats* : l'union syndicale SOLIDAIRES, Union Départementale CGT, le syndicat national de la Confédération paysanne
Municipalités : mairie de Gonesse	*Société anonyme* : Biocoop
Agence d'architecture : Bjarke Ingels Group (BIG) du nom de Bjarke Ingels, architecte danois fondateur de l'agence, en charge de la conception du schéma directeur du projet	*Autorité environnementale* : Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD)
Chambres de commerce : Chambre du commerce international de Paris Ile de France	
Métropole : Métropole du Grand Paris	

17 Ces groupes et systèmes de rationalité s'expriment et déploient leurs argumentations à des degrés divers selon les différentes arènes, institutionnelles, juridiques, médiatiques, et sur les réseaux sociaux numériques. Le réseau social Twitter offre la possibilité d'analyser l'expression de cette controverse et l'opposition entre ces deux formes de rationalités qui se confrontent dans l'arène d'un même hashtag.

Constitution d'un corpus EuropaCity sur Twitter

Trois hashtags (Rambukkana, 2015) ont été retenus pour la constitution du corpus de tweets[4] : #EuropaCity ; #gonesse et #GPII. Le premier rassemble les échanges entourant le projet EuropaCity. Les deux autres fournissent un périmètre contextuel à ces échanges et une source supplémentaire de données sur le débat. La veille automatique des trois hashtags a collecté 11346 tweets entre le 29 octobre 2016 et le 1er juin 2017.

Il est important de noter que la collecte de données issues de Twitter est strictement dépendante des possibilités offertes par l'*Application programming interface* (API) proposée par la plateforme. Deux possibilités de collecte s'offre à l'utilisateur. Une collecte de flux (ou *stream*) qui récupère les messages contenant les mots-clés spécifiés (au nombre maximum de 500) publiés sur le réseau à partir du lancement du programme de collecte et jusqu'à son arrêt. Et une collecte de comptes qui récupère les méta-données associées à un compte (ou une liste de comptes) spécifique, notamment *followers*, *followees*, date de création du compte et les autres informations disponibles publiquement sur les profils d'utilisateurs sur la plateforme.

Dans notre cas, la collecte de flux a été lancée une semaine avant la réunion de mobilisation inter-associative du mardi 8 novembre contre EuropaCity qui s'est tenue à l'espace Jean Dame, 17 rue Leopold Bellan, dans le 2ème arrondissement à Paris. Présenté par le journaliste Hervé Kempf de Reporterre, ce forum-débat s'est tenu à l'appel des associations Collectif pour le Triangle de Gonesse (CPTG), Réseau AMAP IDF, Les Amis de la Terre, Les Amis de la Confédération paysanne, Naturellement l'environnement, Atelier citoyen, FNE IDF, Confédération paysanne, Commerçants de France, COSTIF et ATTAC. La collecte s'est terminée le premier juin, une semaine après la journée de rassemblement et de mobilisation sur le futur site d'EuropaCity « Plantons, marchons contre le mégaprojet EuropaCity à Gonesse », suite à un appel à la mobilisation lancé par le CPTG, des associations, des syndicats et des citoyens. La journée du 21 mai s'inscrit dans le cadre de la campagne nationale des AMAP : « Nous produisons, Nous mangeons, Nous décidons » et a consisté en la plantation d'un champ sur le site du projet, la tenue d'un pique-nique, d'un bal paysan et de manifestations.

Nous nous bornerons dans le cadre de cet article à l'analyse d'un corpus s'étalant sur les 7 mois de collecte mais restreint aux 5164 tweets contenant le hashtag central à la controverse, #EuropaCity, ou bien la mention dans le texte du projet "EuropaCity".

Deux corpora supplémentaires viennent enrichir ce corpus constitué par la veille automatisée du flux de tweets. Le premier est constitué par la récupération des 3000 derniers tweets de chacun des comptes Twitter des 21 acteurs identifiés comme étant les plus importants de la controverse, pro- et anti-EuropaCity (fig. 6). Le second est constitué des méta-données relatives aux comptes Twitter de ces acteurs, les informations de leur profils, contenant entre autres la liste des autres comptes Twitter auxquels ils sont abonnés sur le réseau social. Ils ont été collectés le 1er juin 2017, date de la fin de la veille sur #EuropaCity.

Ces corpora complémentaires permettent d'étudier certains des acteurs du débat en détails, notamment dans leurs relations de suivi, mais également de quantifier le pourcentage de leurs messages ayant un rapport au projet EuropaCity et au débat l'entourant. Ces données viennent répondre au corpus principal de tweets pour situer les acteurs les plus importants au sein du débat.

Parmis les 21 acteurs identifiés comme importants, les 10 anti-EuropaCity l'ont été dès les premières mobilisations inter-associations, notamment lors du forum-débat de novembre 2016 (fig. 9). Les 11 acteurs pro-EuropaCity ont été mentionnés durant les débats de novembre 2016 et lors de la visite du triangle de Gonesse en janvier 2017. Une revue de presse en ligne et une observation des acteurs cités et co-cités dans le corpus de tweets collectés grâce au suivi des hashtags #EuropaCity, #gonesse et #GPII ont permis de compléter et de vérifier ces choix.

Figure 6 : Liste des comptes des acteurs principaux de la controverse sur EuropaCity

Compte	Description	Position
@amisdelaterre	Association écologiste	anti
@At_Citoyen	Atelier Citoyen d'expertises collectives	anti
@attac_fr	Association de lutte pour la justice sociale et environnementale	anti
@AUCHAN_France	Compte officiel de Auchan France	pro
@BjarkeIngels	Compte officiel de l'agence BIG	pro
@CCI_Paris_IdF	Chambre du commerce international de Paris Ile de France	pro
@CDF_Commercants	Confédération des Commerçants de France, qui rassemble et fédère les commerçants indépendants	anti
@ConfPaysanne	La Confédération paysanne, syndicat paysan	anti
@DalianWanda	Compagnie immobilière transnationale	pro
@DebatEuropaCity	Compte officiel du débat public organisé par la Commission Nationale du Débat Public sur le projet EuropaCity	pro
@EuropaCity	Compte officiel du projet EuropaCity	pro
@fnab_bio	Fédération Nationale de l'Agriculture Biologique	anti
@FNEasso	Fédération d'associations françaises de protection de la nature	anti
@FneIDF	Fédération d'associations franciliennes de protection de la nature	anti
@Immochan_Corp	Acteur international de l'immobilier, filiale d'Auchan	pro
@LesAmisdelaConf	Association de ruraux et urbains participant à la mise en place d'une agriculture respectueuse des hommes et de la Nature	anti
@nonaeuropacity1	Collectif Pour le Triangle de Gonesse Non à #EuropaCity.	anti
@PlainedeFrance	Compte officiel de l'EPA Plaine de France	pro
@seinesaintdenis	Compte officiel du département de la Seine Saint-Denis	pro

@valdoise	Compte officiel du département Val d'Oise	pro
@VilleDeGonesse	Compte officiel de la ville de Gonesse	pro

Pourquoi le débat #EuropaCity n'a pas pris sur Twitter ?

18 Les réseaux sociaux numériques font l'objet de multiples appropriations de nature et d'ordre très variées. Certains des usages mettent en avant des mobilisations collectives qui s'articulent avec des mobilisations hors-ligne. Il s'agit de s'interroger sur le rôle et, surtout, sur l'apport du numérique à ces mobilisations. Le réseau Twitter qui est un outil de communication en pleine expansion, a été privilégié en raison, notamment, de son caractère symbolique des nouvelles formes d'expression publique en ligne.

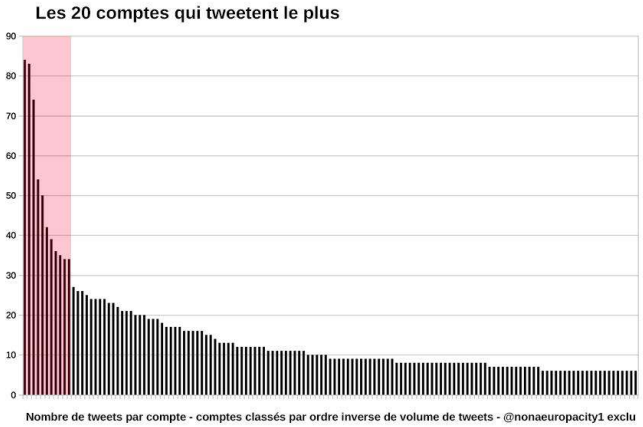
19 Dans le cas de la controverse EuropaCity, de nombreux échanges existent sur la plateforme Twitter. Toutefois, nous ne pouvons pas constater l'existence d'un débat, au sens où il opposerait différents groupes échangeant des arguments contradictoires.

20 L'analyse du nombre de tweets publiés montre en effet que parmi les 20 comptes les plus actifs de notre corpus, 19 sont opposés au projet de construction d'EuropaCity et milite activement sur le réseau social (fig. 7). Un unique compte adopte une posture neutre, @RetailBuzzing. Aucun des comptes soutenant le projet n'a publié plus de 2 tweets concernant le projet EuropaCity, à l'exclusion du compte central @EuropaCity, animateur du débat dont la position est informationnelle, relayant notamment les publications médiatiques concernant le projet.

Figure 7 : Les comptes les plus actifs sur Twitter autour d'EuropaCity

21 Le débat autour du projet EuropaCity sur Twitter n'apparaît comme central pour aucun des acteurs clés de la controverse. Seuls les comptes créés pour la cause d'EuropaCity publient une majorité de tweets sur le sujet : @nonaeuropacity1 et @EuropaCity. Le tableau infra (fig. 8) montre que dans le corpus secondaire constitué des 3000 derniers tweets de chaque compte des 21 acteurs identifiés comme centraux, durant la période de collecte, les tweets faisant mention du projet "EuropaCity" constitue moins de 1 % des tweets de la majorité des comptes, à l'exception de France Nature Environnement Ile-de-France et At_Citoyen, et des deux comptes *ad hoc* dédiés au sujet.

Figure 8 : Nombre de tweets et tweets concernant EuropaCity



Comptes	Nb de tweets
nonaeuropacity1	263
florencegodinho	84
At_Citoyen	83
AM_Delmas	74
cloudin_bluesky	54
Arnaud_Schwartz	50
RetailBuzzing	42
FabriceBalique	39
EuropaCity	36
EELV_crIdF	35
EELVIdF	34
Lionneverte	34
HG95800	27
e_Lercam	26
NonNddlCholet	26
dumesnil_jl	25
eelv93	24
BenoitRougelot	24
JFPellissier	24
sandraregol	24

(les données relatives à certains comptes du corpus complémentaire n'ont pas pu être collectées)

Compte	Tweets EuropaCity	Total tweets
amisdelaterre	2	861
At_Citoyen	118	1091
attac_fr	4	3174
CDF_Commercants	2	9
ConfPaysanne	3	565
fnab_bio	0	561
FNEasso	4	922
FneIDF	20	141
LesAmisdelaConf	1	42
nonaeuropacity1	395	533
DebatEuropaCity		
AUCHAN_France	0	1693
BjarkeIngels	0	1167
CCI_Paris_IdF	0	1942
DalianWanda	2	636
EuropaCity	248	401
Immochan_Corp	2	35
PlainedeFrance	1	88
seinesaintdenis	0	2239
valdoise	0	966
VilleDeGonesse		

anti-EuropaCity ***pro-***EuropaCity neutre

(Les données relatives à certains comptes du corpus complémentaire n'ont pas pu être collectées)

22 L'absence manifeste de mobilisation des acteurs pro-EuropaCity révèle une impuissance des acteurs anti-EuropaCity à les interpeller sur le réseau social. Le débat ne prend pas sur Twitter, ni entre anti- et pro-, ni même au sein des anti-, dont seule une minorité de comptes s'investit dans cette mobilisation en ligne. Dans cette perspective, l'espace du réseau Twitter apparaît comme une des deux formes de discussion en ligne identifiée par Patrice Fléchy, celle « des espaces de discussion mal identifiés, sans aucun cadrage qui ne sont en aucun cas l'agora athénienne rêvée » (2008, 11).

23 Nous cherchons donc à expliquer pourquoi ce réseau social n'a pas réussi à créer ces échanges. Nous pouvons tout d'abord questionner la spécificité du public (Boyadjian, 2014) de ce réseau qui est souvent présenté comme étant urbain, jeune, diplômé et connecté, et qui ne correspond pas forcément aux militants mobilisés contre ce projet. Nous faisons l'hypothèse que ce constat reflète la difficulté du débat à exister avant tout dans l'espace public physique, et en ce sens, le réseau Twitter ne suppléerait pas à cette fragilité. On constate que les opposants au projet tentent de mobiliser sur le réseau social Twitter, mais que les supporteurs du projet ne se risquent pas à échanger des arguments sur cette plateforme. Les acteurs qui défendent le projet (promoteurs, certains élus locaux...) trouvent peu d'intérêt à s'investir sur la plateforme, agissant comme si le projet était déjà un fait établi, et pour qui la naissance d'un problème public conduirait à la nécessité pour eux de prendre en compte l'opinion publique alors même qu'ils courent le risque de devenir un nouvel emblème des GPII. Twitter rend compte d'un débat fondamentalement déséquilibré, lié à l'intérêt ou non en fonction des groupes que ce projet ne devienne un problème public. Si le projet mobilise dans les réseaux militants, comme en témoignent le soutien de nombreuses organisations (fig. 5), lors de manifestations en mai 2017, et une affiliation aux luttes de Notre-Dame des Landes, dont les collectifs sont venus en renfort, la controverse peine encore à prendre de l'ampleur sur Twitter.

24 En somme, Twitter serait un mode de mobilisation parmi d'autres qui permettrait la mise en réseau et donnerait une capacité d'interpellation, mais n'arriverait pas à suppléer l'absence d'un véritable débat public en ligne et hors-ligne. En outre, ce média ne rend compte que partiellement du débat qui prend corps dans d'autres tribunes médiatiques. À partir de ce cas, il est, dès lors, possible de relativiser la capacité de certains réseaux sociaux à changer la nature et l'intensité des mobilisations collectives.

Chronographies, réseaux et sémantiques d'une mobilisation en ligne : analyse des données collectées autour d'#EuropaCity

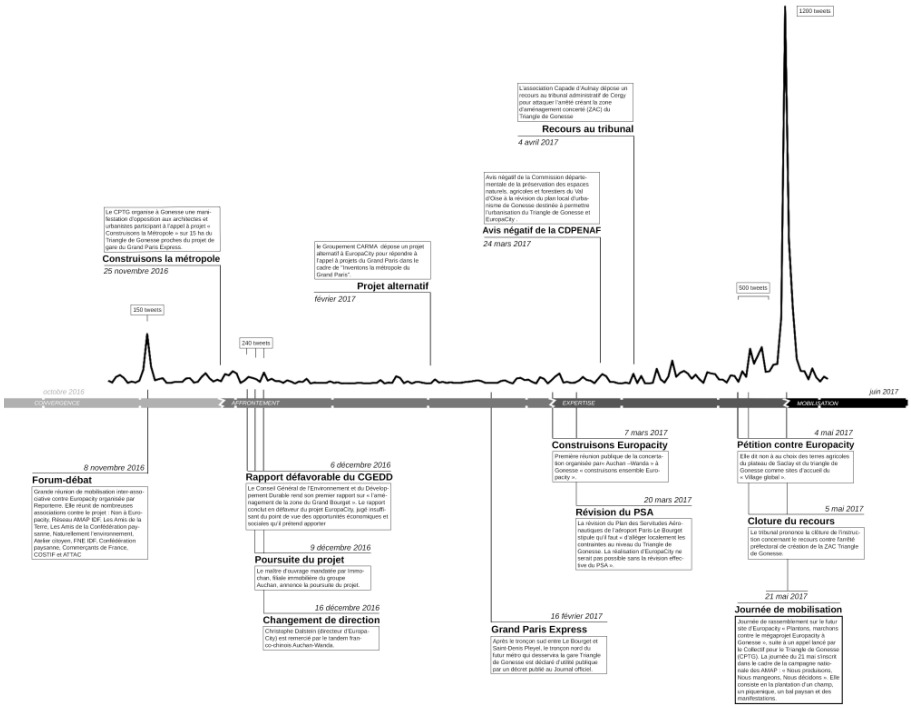
Faire émerger le débat ? Temporalités d'une mobilisation collective en ligne

25 Notre collecte de données permet d'établir une chronographie de la controverse à partir d'une étude des temps d'accélération, de latence ou de catalyse du débat qui s'instaure sur Twitter : comment évoluent les dynamiques de mobilisation collective en ligne autour du projet EuropaCity et comment est-ce qu'elles s'articulent avec l'action collective hors-ligne ? Il s'agit d'observer l'évolution dans le temps du débat, par la distribution temporelle des tweets et son articulation à l'actualité des mobilisations, de l'évolution du projet et des moments du débat public.

26 La construction de la chronographie de la controverse prend la forme d'allers-retours entre les méthodes qualitatives d'enquête et les méthodes quantitatives adossées aux données. Les unes cherchant à visibiliser les acteurs clés du débat en adoptant une posture symétrique, les autres cherchant à déchiffrer les traces laissées par ces acteurs dans les données collectées. C'est dans ce dialogue que se construit la vision diachronique de la controverse EuropaCity.

27 L'identification d'un élément de langage fédérateur (#EuropaCity) et d'une date de convergence des acteurs associatifs opposés au projet (le 8 novembre 2016) permet d'entamer la collecte de données sur Twitter. En retour, l'observation de la volumétrie des tweets partagés permet de suggérer par les pics d'activité observés les dates d'événements charnières dans le déroulement de la controverse. Elle visibilise également les positions d'acteurs moins centraux. Cette méthode itérative de co-construction de la chronologie permet d'assurer la symétrie dans la représentation des acteurs et la juste articulation des temporalités de la controverse.

Figure 9 : Chronographie de la controverse EuropaCity et volume de tweets #EuropaCity



28 La chronographie ci-dessus (fig. 9) rend compte à la fois du mouvement général de publicisation de la controverse comme d'étapes de construction de l'action collective, ou du moins des traces de celles-ci sur le réseau social Twitter. Entre les deux bornes chronologiques sélectionnées, le forum-débat du 8 novembre et la journée de mobilisation du 21 mai, la controverse a connu une longue période de médiactivisme laborieux, avant de connaître un pic historique au moment de la journée du 21 mai, qui récolte 1200 tweets mentionnant EuropaCity, soit 8 fois plus que ce qu'avait déclenché le forum-débat du 8 novembre, près d'un quart du corpus.

29 Nous pouvons ainsi isoler quatre périodes qui rythment le développement de cette action collective. La première est celle de la « convergence » autour du forum-débat (5-11 novembre 2016), qui constitue le moment inaugural de fédération d'associations, de collectifs et de syndicats sous la même bannière, à l'initiative du CPTG et sous l'égide du média Reporterre. Ce forum-débat fut l'occasion pour chaque groupe rejoignant la lutte d'exprimer sa position, de publiciser le cas d'EuropaCity auprès d'un public parisien, de diffuser des tracts et des documents issus du débat public CNDP. Associations écologistes, altermondialistes, paysannes, collectifs d'urbanisme alternatif et participatif,

confédérations de commerçants indépendants ont pris position dans l'espace public contre EuropaCity, laissant apparaître une certaine publicisation sur Twitter (150 tweets le 8 novembre).

30 La seconde période se recentre sur les acteurs de la controverse et rend compte de l'« affrontement » (12 novembre 2016-7 mars 2017) entre les porteurs du projet et les opposants, dont les plus actifs sont le CPTG et les bénévoles-militants qu'ils réussissent à mobiliser. Malgré le rapport défavorable du CGED, le maître d'ouvrage Alliage et Territoire décide de poursuivre la construction, soutenu par le projet « Construisons la Métropole » et la déclaration d'utilité publique du tronçon nord du Grand Paris Express. Le CPTG organise des manifestations à Gonesse, déploie régulièrement des banderoles au-dessus de l'autoroute A1. Via Terre des Liens et le groupement CARMA, il propose un projet alternatif d'agriculture sur des terrains du Triangle de Gonesse appartenant à la Ville de Paris dans le cadre de l'appel à projet « Inventons la métropole du Grand Paris ». Entre le 7 mars et le 4 mai 2017, le temps de l'« expertise » et des batailles juridiques occupe la twittosphère autour d'#EuropaCity. S'opposent d'une part la révision du Plan des Servitudes Aéronautiques et la création d'une zone d'aménagement concerté (ZAC) dans le Triangle de Gonesse et les recours au tribunal lancés par le CPTG, nécessitant des levées de fonds et la mobilisation d'avocats soutenant la lutte.

31 La dernière phase se cristallise autour de la journée de "mobilisation" du 21 mai (4 mai-1er juin), qui marque l'émergence parallèle d'une publicisation du mouvement, sur Twitter comme *in situ*. La journée "Marchons et plantons contre la démesure "a mobilisé entre 500 et 800 participants, récolté environ 1200 tweets et bénéficié d'un certain écho dans la presse. Dans une ambiance festive et familiale, le rassemblement avait pour objectif pour le CPTG d'obtenir l'attention de la presse, de capter l'intérêt de "personnalités" – Manu Chao a récemment exprimé son soutien via une chanson[5] mise en ligne sur Youtube –, de favoriser la "convergence des luttes" notamment des mobilisations autour de Notre-Dame-des-Landes, dont certains collectifs se sont déplacés jusqu'à Gonesse (document interne, juin 2017).

32 Dans cette chronographie d'#EuropaCity, les temps forts concernent majoritairement l'opposition au projet, laissant apparaître seulement en creux l'agenda des porteurs et soutiens du projet, qui restent particulièrement discrets. Elle donne aussi à voir les difficultés des activistes en ligne à susciter un débat qui dépasse les quelques comptes de collectifs et d'individus militants déjà partie prenante et soutiens de la lutte contre EuropaCity. Ici, Twitter ne joue pas – encore – un rôle d'amplification ni de scène particulièrement active de la controverse, rendant au contraire compte des difficultés des militants à faire exister la controverse. La médiatisation de la journée du 21 mai sur les réseaux sociaux comme dans la presse rend compte de l'enjeu crucial de la publicisation d'une mobilisation, qui en l'occurrence peine pour l'instant à sortir des réseaux militants. En ce sens, le rôle de Twitter comme plateforme susceptible de constituer des collectifs réticulaires autour de problèmes publics et de co-définir des situations problématiques apparaît ici mis à mal, tant que les porteurs et soutiens du projet refusent de prendre part au débat dans cette arène et que la publicisation reste cantonnée aux cercles des mouvements écologistes.

Réseaux de mobilisation en ligne : qui cause avec qui ?

33 Il apparaît évident que des données extraites d'un réseau social sont une matière propice à l'application de méthodes d'analyse de réseaux. Nous mobiliserons pour cette partie les fondamentaux de l'analyse visuelle de réseaux telle que définie par Jacomy (2015).

34 L'opérationnalisation de cette analyse nécessite la transformation programmatique des données collectées. Une suite d'outils rend possible cette chaîne de traitement, depuis la transformation assistée des tableaux d'informations sur les profils Twitter des acteurs en réseaux avec Table2Net[6], en passant par la manipulation des réseaux produits par Gephi (Bastian, Heymann & Jacomy, 2009), jusqu'aux visualisations incluses dans cet article construites avec Graph Recipes[7].

35 La position des noeuds du réseau les uns par rapport aux autres dans le plan étant l'élément crucial de l'analyse, nous utiliserons pour la spatialisation des réseaux l'algorithme ForceAtlas2 (Jacomy *et al.,* 2014) basé une transformation de la force des liens des noeuds du graphe en une force d'attraction ou de répulsion. Il permet de rendre visibles les communautés qui partagent un nombre de liens plus grand entre eux qu'avec le reste du réseau. Un avantage pour la détection de comportements de groupe dans les interactions sur un réseau social.

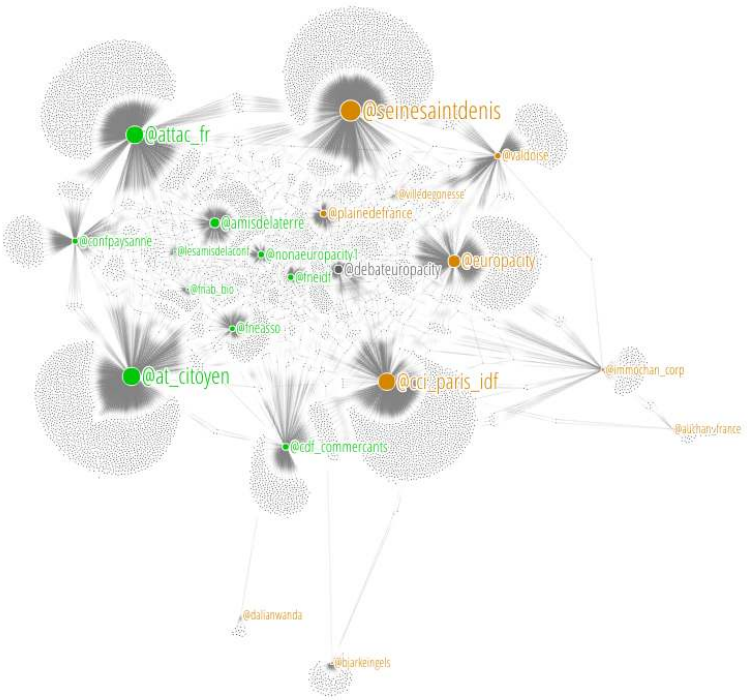
Réseau de suivis scindé en deux communautés : les pro versus les anti

36 La comparaison des listes des flux Twitter auxquels les 21 acteurs clés de la controverse sont abonnés, contenus dans le corpus des méta-données associés à leurs comptes, rend possible la reconstruction du réseau social qui les réunit. Qui suit qui parmi les acteurs de la controverse EuropaCity sur Twitter ?

37 Chaque compte devient un noeud du réseau lié à chacun des comptes auxquels il est abonné sur Twitter. La projection de ce réseau sous la forme d'un graphe permet d'interpréter visuellement leur proximité. Les amis les plus proches, amis d'amis qui forment entre eux une communauté, s'en trouvent ainsi rapprochés sur la visualisation qui résulte de la spatialisation du réseau par vecteur de force. Dans l'analyse visuelle de réseau c'est la position relative des noeuds les uns par rapport aux autres, et non leur position absolue, qui nous renseigne sur les relations qu'ils entretiennent (Venturini, Jacomy & Pereira, 2014).

38 Le réseau de following ci-dessous (fig. 10) est un graphe composé de deux types de noeuds : les comptes des 21 acteurs principaux de la controverse, colorés selon leur position vis-à-vis du projet EuropaCity, vert = anti, orange = pro, et les autres comptes suivis par les acteurs principaux, colorés en gris, et pour lesquels nous n'avons pas d'informations ou de méta-données collectées. Chacun des noeuds principaux voit sa taille déterminée par son nombre de followers : le nombre de comptes qui suivent son activité et les messages qu'il poste.

Figure 10 : le réseau de following : qui suit qui ?



Source : Graph Recipes

39 Ainsi, le compte @seinesaintdenis, compte officiel du département, est l'un des comptes du corpus ayant le plus de followers. Il est ami (ou ami d'un ami) des comptes @valdoise et @attac_fr, qui lui sont donc proches sur le graphe, mais bien plus éloigné du compte de la Confédération Paysanne, @confpaysanne.

40 Le graphe donne à voir une structure avec un cluster principal duquel se détachent 4 comptes pro-EuropaCity. Les acteurs principaux sont tous liés, directement ou indirectement. Twitter est un réseau social sur lequel se partage de l'information. Donc la volonté d'être informé, notamment des positions divergentes d'un débat, poussent les acteurs à se suivre mutuellement malgré leurs positions opposées. Malgré tout, le graphe montre une partition nette : anti à gauche, pro à droite.

41 Le centre dense du cluster est composé de comptes ayant moins de followers, mais qui suivent la majorité des acteurs du débat. @nonaeuropacity1 et @fneidf sont les comptes qui participent le plus activement aux discussions autour du hashtag #europacity (voir partie 1.3 supra). Le compte @debateuropacity, affichant dans ses messages une position neutre de médiateur du débat est parfaitement au centre du cluster, suivant et étant suivi par tous.

42 À la périphérie du cluster les comptes institutionnels et militants ayant un nombre important de suiveurs, moins engagé dans les discussions et plus partisans dans le choix de leurs abonnements. L'association Attac ou la Chambre du commerce international de Paris sont en position de spectateurs du débat, ils participent peu ou pas aux échanges (respectivement 4 et 0 messages partagés) mais affichent avec leur liste d'amis une position claire.

43 Enfin les comptes des architectes, immobiliers et promoteurs du projet, largement à l'extérieur du cluster principal, semblent vouloir se tenir à distance du débat. À l'image de leur absence du débat médiatique en général, leur liste de suiveurs et de suivis, courte et sélective, donne l'image d'acteurs cherchant à se protéger plutôt qu'à engager le débat.

Réseau de retweets dominé par un groupe de militants : des comptes dédiés à la mobilisation

44 Par l'extraction programmatique des mentions de comptes dans les tweets collectés, il est possible de construire le réseau des comptes partageant les mêmes messages dans notre corpus. Pour chacun des tweets collectés par la veille automatisée, les informations suivantes sont disponibles :

Figure 11 : Informations disponibles pour un tweet dans la base de données

Compte émetteur	Date	Heure	Tweet
BenoitRougelot	2017-05-29	05 :19 :42	RT @nonaeuropacity1 : Ce matin, [...] la contestation d'#EuropaCity monte

45 La présence en entame de tweet des lettres "RT" suivies de l'identifiant d'un compte twitter correspond à la convention syntaxique spécifique au réseau social signifiant que le message posté est un *retweet* (re-partage) provenant du compte mentionné. Ci-dessus, le tweet posté par BenoitRougelot provient à l'origine du compte @nonaeuropacity1. Le retweet portant une valeur de soutien du message partagé (Boyd, Golder & Lotan, 2010), il est possible d'inférer une proximité relative de position de deux comptes lorsque l'un partage des messages publiés par l'autre.

46 En extrayant programmatiquement les informations de retweets des tweets, nous tissons un réseau des retweets entre les comptes de notre corpus (fig. 11).

Figure 12 : Le réseau des retweets : qui repartage qui ?



Source : Graph Recip

47 Le graphe représentant le réseau des retweets de notre corpus principal est spatialisé avec l'algorithme de vecteur de force ForceAtlas2. Il est coloré grâce à un algorithme de détection de communautés par modularité (Newman, 2006) inclus dans l'outil Gephi. Les utilisateurs ayant retweeté plus d'une fois des messages les uns des autres sont reliés par une arête. Plus un compte a vu ses messages partagés par d'autres, plus son noeud est gros. La topologie du réseau permet d'y détecter des groupes au sein desquels des messages ont été partagés fréquemment.

48 Le coeur du réseau contient les comptes dont les messages ont été le plus partagés. On y retrouve @nonaeuropacity1 dans sa position d'acteur principal de la controverse sur Twitter. Ces comptes sont quasi exclusivement dédiés à la mobilisation contre le projet et sont ancrés dans le territoire.

Figure 13 : Extraits des classes de modularité du graphe de retweets

Classe 1	Classe 2	Classe 3	Classe 4	Classe 5
nonaeuropacity1	eelvidf	stopgpii	nddlactus	arnaud_schwartz
cloudin_bluesky	eelv_cridf	e_lercam	hg95800	eelvgrenoble
alsacenddl	eelv93	fneidf		
at_citoyen	eelv_paris	convdesluttes		
florencegodinho	eelv	bastamag		
am_delmas	eelvcourbevoie	eelvrosny93		
nonnddlcholet	eelvmontreuil	amisdelaterre		
lionneverte	yjadot			
benoitrougelot	eelv_paris8et9			
jfpellissier	dumesnil_jl			
fneasso	sandraregol			
attac_fr				
350france				
confpaysanne				

49 Une grande partie des comptes les plus actifs de notre corpus se concentre dans la classe 1 (fig. 12). Ce sont des comptes qui partagent un grand nombre de messages qui sont souvent re-partagés, soit des utilisateurs puissants du réseau dont la voix porte. La classe 2 réunit des comptes Twitter liés au parti politique Europe Écologie les Verts. @yjadot - Yannick Jadot, @dumesnil_jl - Jean-Luc Dumesnil et @sandraregol - Sandra Regol sont élus ou porte-parole du parti Europe Écologie les Verts (EELV) à l'échelle nationale ou francilienne. N'étant pas ancrés localement sur le territoire, EuropaCity n'est la seule cause qui les mobilise. On peut lire dans la composition de cette classe un comportement de groupe sur le réseau social : lorsqu'un message est partagé par un compte du parti, message est re-partagé par les autres comptes associés au parti de manière en renforcer la portée. Une stratégie simple et efficace de faire entendre son message par un plus grand nombre. Les classes 3, 4 et 5, variées dans leur composition, ne dévoilent pas de stratégie de partage de messages particulières car EuropaCity n'est pas la seule cause qui les mobilise.

Mais de quoi causent-ils ?

50 Explorer un débat sur Twitter c'est aussi se confronter à l'écho incessant de messages répétés : les retweets composent la plus grande partie de notre corpus. Cette matérialité qu'acquiert la répétition et la diffusion cache souvent les messages eux-mêmes. En ne s'intéressant qu'aux messages originaux des comptes, il est possible d'identifier les modes d'actions des acteurs pour comprendre la controverse.

> « Pour sauver les terres près de Paris, plantons, marchons contre le mégaprojet Europacity à Gonesse »
> Appel à la manifestation du 21 mai 2017 lancé par Attac France (tweet du 18 avril 2017)

51 Les acteurs pro-EuropaCity tweetent peu (fig. 7 et 8) c'est l'une des causes de l'absence de débat sur la plateforme. Mais les modes d'expression utilisés par les acteurs, qui traduisent les modes d'action mobilisés, informent également sur l'état du débat en ligne.

Figure 14 : Tweets extraits de la base de données – Source : copie-écran Twitter consulté le 08/01/2018





52 L'annonce par le financier Dalian Wanda du montant de sa participation au projet dans un tweet du 21 novembre est formulée de manière neutre et déclarative. L'investisseur chinois ne répond ensuite pas à l'interpellation du compte Non à EuropaCity le 28 novembre appelant à "contester l'opportunité du projet". Cette réponse militante

cherche à susciter un débat autour du choix du financement du projet en faisant référence au journal en ligne Reporterre (ayant publié l'information du choix du groupe chinois pour financer le projet). L'interpellation de Dalian Wanda et de Reporterre par le compte anti-projet ne reçoit pas de réponse et ne génère pas de commentaire sur la plateforme.

Figure 15 : Tweets pro-EuropaCity extraits de la base de données



Source : copie-écran Twitter consulté le 08/01/2018

53 Les messages du département Val d'Oise ou de la ville de Gonesse en soutien au projet sont retweetés par des élus, des groupes parlementaires ou syndicaux et des citoyens, mais aucun des deux comptes n'est interpellé en retour par les militants anti-EuropaCity durant la période de collecte de notre corpus. Les messages cherchant à susciter le débat sont rares également chez les militants anti, et ne provoque pas de réponse ou de soutien, même lorsqu'ils sont publiés par le compte officiel de contestation au projet.

Figure 16 : Plantons, marchons contre le mégaprojet EuropaCity



Source : copie-écran Twitter consulté le 08/01/2018

54 Le relai de nombreuses publications de presses engagées contre le projet par les comptes de militant (citoyens, groupes, ou compte officiel de contestation) ne parvient pas à générer une polémique sur le réseau. Alors que dans le même temps, le mode d'expression déclaratif des messages pro-Europacity, suivi systématiquement d'une absence de réponse aux rares sollicitations des anti, bloque le débat qui pourrait en naître. Les messages provocants ou invectifs à l'encontre du projet et de ses responsables ne reçoivent aucune réponse. Quant aux appels militants, à manifester ou à se mobiliser en ligne (par la pétition notamment), ils sont fortement repartagés mais ne cherchent pas à développer un échange ou un débat.

55 Nous faisons l'hypothèse que les modes d'expressions et d'actions employés par les pro autant que par les anti ont contribué à bloquer l'émergence d'un débat et d'une controverse sur la plateforme Twitter.

Comment Twitter reconfigure-t-il les mobilisations collectives ?

56 Depuis quelques années seulement, le rôle des outils numériques dans les mobilisations citoyennes environnementales est apparu comme un nouvel objet de recherche en sciences humaines et sociales, questionnant l'existence d'une « citoyenneté environnementale virtuelle » (Schlosberg, Shulman & Zavetoski *in* Dobson et Bell, 2005). Quand certains envisagent les stratégies de repositionnement de l'État dans la gestion des données environnementales (Gautreau *et al.*, 2014), d'autres explorent les cyber-mobilisations environnementales via le web 2.0., en montrant comment ces outils permettent la mise en œuvre d'une intelligence collective (Douay, 2014). Comment penser les liens entre action collective, préoccupations environnementales et dispositifs socio-techniques numériques ? Quelles sont les modalités d'expression et d'action d'une citoyenneté environnementale virtuelle ?

57 Notre questionnement portait d'une part sur la représentation de la controverse par sa cartographie et d'autre part sur la reconfiguration des grammaires d'action collective par les usages du numérique, et leur articulation avec le renouvellement des modalités de lutte pour les communs environnementaux, en l'occurrence ici les terres agricoles.

Twitter, espace commun des opposants sans réel débat contradictoire

58 Twitter est un puissant outil de communication à destination d'un public large à travers le réseau mais aussi les médias qui peuvent s'en faire les relais. Cette arène du web crée des alternatives à la forme dominante de l'espace public médiatique. Il s'y déroule des interactions en fonction d'affinités et d'opinions exprimées qui permettent à des problèmes d'émerger dans le débat public et à des collectifs de se constituer (regroupement d'associations). Les résultats de nos analyses montrent la mise en réseau des associations et des acteurs mobilisés contre le projet, ils se suivent et se retweetent dans une dynamique collective. Dans cette perspective Twitter offre des capacités d'organisation, de légitimation (Campion, 2016) et de mise en visibilité de mobilisations collectives autour d'acteurs qui peuvent partager une même conception d'un problème public.

59 Toutefois l'étude des usages des réseaux sociaux dans cette controverse quant à la réalisation du projet EuropaCity montre l'impossible publicisation d'un débat qui n'est pas réellement contradictoire et qui finalement n'émerge jamais complètement. Dans ce sens, nos résultats s'inscrivent dans la perspective de ceux de Virginie Julliard (2016) qui notait , à partir des débats sur le genre, que twitter est un « lieu d'intensification de la controverse « mais également « d'évitement des débats ». Dans le cas d'EuropaCity, plus qu'un échange d'arguments entre deux parties qui pourrait ainsi révéler l'existence d'un conflit nous assistons à la seule mise en évidence d'une contestation par différents militants engagés contre le projet. Cette dimension rejoint ainsi les travaux de Nikos Smyrnaios et Pierre Ratinaud qui notaient, à propos du débat autour du pacte budgétaire européen que « les échanges sont dominés par les opposants à travers des discours d'indignation et de dénonciation ».

60 Par rapport aux ressources utilisés dans les mobilisations citoyennes on retrouve donc ici celle du scandale (Offerlé, 1996) avec une mise en visibilité des luttes sans faire l'objet d'une grande publicisation non plus. En effet, la ressource du nombre n'est pas réellement constatée car le sujet mobilise peu ou de façon très éphémère. Et enfin la ressource de l'expertise n'est pas non plus très importante avec peu d'échanges et de constructions d'arguments nouveaux avec un usage de twitter qui est plus externe à la lutte dans une logique de communication et peu dans une logique interne d'organisation.

61 La controverse du projet EuropaCity ne produit pas de convergences entre différents types d'acteurs engagés sur différentes échelles. Les échanges sur Twitter peinent donc à faire apparaître un réel problème public et encore moins un scandale car la contestation semble plutôt fonctionner en vase clos autour d'un noyau dur de militants très investis localement. La controverse semble manquer d'une certaine incarnation avec un site faiblement habité (il n'y a pas de riverains directement impactés par le projet à l'exception des agriculteurs dans leurs activités de production). Il n'y a donc pas d'images symboliques avec des lieux appropriés et de visages identifiables qui vont incarner les acteurs du territoire pour créer de l'identification à ce projet que cela soit pour les opposants au projet comme pour les partisans qui s'engagent rarement dans l'espace public sur ce sujet. Le débat manque donc de matérialité et de spatialité avec un faible attachement au lieu qui est caractéristique des espaces périurbains. Face à ces limites dans la forme de la controverse, Twitter n'apparaît pas en capacité de porter une mobilisation et encore moins de l'intensifier.

Une citoyenneté environnementale virtuelle qui peine à émerger

62 Les promesses du web 2.0. renvoient à de nouvelles modalités militantes avec la création de nouveaux répertoires d'action : appels à l'interpellation sur les réseaux sociaux, réseaux d'alerte, *sit-in* virtuels, pétitions en ligne, *mail-bombing*, etc. Les répertoires d'action, définis par Charles Tilly comme l'ensemble des modes d'action disponibles pour les groupes sociaux dans un contexte historique donné, se construisent dans l'action et évoluent en fonction des dispositifs disponibles (Mathieu, 2004). Dans le cas d'EuropaCity nous n'avons pas pu constater un renouvellement de ces grammaires d'actions par les outils numériques. Twitter ne semble pas se trouver au centre des pratiques militantes mais est plutôt un outil de communication traditionnelle, plutôt hiérarchique et sans transversalité.

63 En ce sens le forum que constitue Twitter pour la controverse EuropaCity ne renvoie pas à de nouvelles formes de citoyenneté et de nouveaux modes de gestion des communs. Ou du moins si une nouvelle citoyenneté environnementale émerge elle n'est pas articulée au réseau social Twitter dont on pourrait imaginer qu'il serve à l'observation collective, la contre-expertise, la circulation de mots d'ordre comme des pétitions. Nous pouvons nous interroger sur l'articulation des échelles militantes et pour ce cas sur l'absence de connexions entre les galaxies ou constellations militantes. Dans ce sens nous pouvons faire l'hypothèse qu'EuropaCity n'est investie que partiellement par cette galaxie militante mobilisée pour la protection de l'environnement et que le noyau dur de la lutte ne conçoit les ressources digitales principalement comme des outils de communication externe et pas comme le vecteur de nouvelles pratiques hybrides.

Conclusion

64 L'impact des outils numériques sur la démocratie et les mobilisations citoyennes est devenu une question classique du champ des humanités numériques.

65 À cet égard le réseau social Twitter est souvent présenté comme une plateforme favorable aux échanges entre internautes avec la possibilité d'une nouvelle arène publique. Le cas de la controverse quant à la construction du projet EuropaCity souligne l'incapacité du web à suppléer à l'absence de débats publics dans l'espace physique et donc à créer une arène alternative ou encore dédoublée. Les échanges en ligne sont aussi souvent associés au renouvellement des répertoires d'action mais là aussi en l'absence d'un renouvellement profond des pratiques militantes il semble illusoire de penser que le web pourra être un vecteur de changement sans que cela s'articule avec des transformations dans l'espace physique.

66 Finalement cet article permet de relativiser les visions optimistes qui voient dans les réseaux sociaux numériques la solution au développement d'un débat public plus large. Plus généralement à travers le cas de la controverse EuropaCity nous pouvons voir que l'émergence d'une citoyenneté environnementale digitale est conditionnée à l'émergence de luttes environnementales sur des territoires identifiés et surtout appropriés par les cybercitoyens. C'est donc l'ancrage spatial de la lutte qui rend possible son articulation à un débat public en ligne qui permet alors d'envisager la dimension augmentante des outils numériques.

67 Alors que nous pouvons faire l'hypothèse que l'usage des outils numériques n'est encore qu'émergeant et que les enjeux environnementaux, notamment climatiques, vont rester sur l'agenda politique il serait intéressant de poursuivre ce type de recherche. À l'échelle locale l'observation de controverses réussies sur le réseau social pourrait permettre de mieux comprendre les ressorts, notamment spatiaux, de l'articulation du débat public dans l'espace physique et sur la toile. Et à l'échelle globale, il serait intéressant de voir comment le débat sur le changement climatique et la mise en oeuvre de l'accord de Paris se passe aussi sur Twitter à l'heure où différents dirigeants de la planète en font une plateforme d'expression de leurs points de vue.

BIBLIOGRAPHIE

ANGENOT Marc (2008), *Dialogues de sourds. Traité de rhétorique antilogique*, Paris, Éd. Mille et une Nuits.

BADOUARD Romain, MABI Clément et MONNOYER-SMITH Laurence (2016), *« Le débat et ses arènes », Questions de communication* [en ligne], 30 | 2016, mis en ligne le 13.03.2017, consulté le 06.04.2017. URL : http://questionsdecommunication.revues.org/10700

BASTIAN Mathieu, HEYMANN Sébastien & JACOMY Mathieu (2009). « *Gephi : an open source software for exploring and manipulating networks* », International AAAI Conference on Weblogs and Social Media.

BÉAL Vincent, GAUTHIER Mario & PINSON Gilles (2011). *Le développement durable changera-t-il la ville ?, Le regard des sciences sociales,* PU de St-Etienne, 461 p.

BEAUDE Boris (2012). *Internet : changer l'espace, changer la société*, FYP Editions.

BIGOT Jean-Edouard , JULLIARD Virginie & MABI Clément (2016). « Humanités numériques et analyse des controverses au regard des SIC », *Revue française des sciences de l'information et de la communication* [En ligne], 8 | 2016, mis en ligne le 24 mars 2016, consulté le 03 mai 2017. URL : http://rfsic.revues.org/1783 ; DOI : 10.4000/rfsic.1783

BOUCHARDON Serge (2009). *Littérature, numérique : le récit interactif*, Paris, Hermès Lavoisier.

BOYADJIAN Julien. « Twitter, un nouveau « baromètre de l'opinion publique » ? », *Participations*, vol. 8, no. 1, 2014, pp. 55-74.

BOYD Dana, GOLDER Scott & LOTAN Gilad (2010). "Tweet, Tweet, Retweet : Conversational Aspects of Retweeting on Twitter," *2010 43rd Hawaii International Conference on System Sciences*, Honolulu, HI, 2010, pp. 1-10. doi : 10.1109/HICSS.2010.412

CAMPION Baptiste (2016). « Dynamiques de construction et instrumentalisation de la légitimité dans les débats en ligne relatifs au réchauffement climatique », *Questions de communication*, 30,(2), pp. 159-179

CARDON Dominique (2010). *La Démocratie Internet*, Paris, Le Seuil.

CARDON Dominique & GRANJON Fabien (2013). *Médiactivistes*, 2e éd., Paris, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.), « Contester », 200 pages.

CASTELLS Manuel, (2001). *The Internet Galaxy : Reflections on the Internet, business, and society*, Oxford, Oxford University Press.

CERVULLE Maxime & PAILLER Fred (2014). « #mariagepourtous : Twitter et la politique affective des hashtags », *Revue française des sciences de l'information et de la communication* [En ligne], 4 | 2014, mis en ligne le 01.01.2014, consulté le 04.05.2017. URL : http://rfsic.revues.org/717 ; DOI : 10.4000/rfsic.717

CHAMBAT Pierre (2003). « Démocratie électronique : Quelques jalons dans la généalogie d'une question », *Sciences de la société*, , n° 60.

DARLY Ségolène (2008). « La spatialité des conflits d'usage au sein des zones périurbaines en Ile-de-France : analyse empirique d'une modalité peu connue de la gouvernance des territoires », in Lardon Sylvie et al., Dispositifs et outils de gouvernance territoriale, Norois, pp. 127-146.

DOBSON Andrew & BELL Derek (2005). *Environmental Citizenship*, MIT Press, 304 pages.

DOUAY Nicolas & REYS Aurélien (2016). « Twitter comme arène de débat public : Le cas du Conseil de Paris et des controverses en aménagement », *L'Information géographique*, 2016/4, pp. 76-95.

DOUAY Nicolas (2014). « Mouvements sociaux numériques et aménagement de l'espace », *Informations sociales,* 5 (185), 123-130.

FLICHY Patrice (2001). *L'imaginaire d'Internet*, Paris, La Découverte.

FLICHY Patrice (2008). « Internet et le débat démocratique », *Réseaux*, 2008 | 4 (n° 150), URL : https://www.cairn.info/revue-reseaux1-2008-4-page-159.htm

FLIPO Fabrice, DELTOUR François, DOBRÉ Michelle & MICHOT Marion (2012). *Peut-on croire aux TIC vertes ? Technologies numériques et crise environnementale*, Presse des mines, 278 pages.

GAMSON William A. et MODIGLIANI André (1989). « Media Discourse and Public Opinion on Nuclear Power : A Constructionist Approach », *American Journal of Sociology*, n° 95, pp. 1-37.

GAUTREAU Pierre, SEVERO Marta, GIRAUD Timothée & NOUCHER Matthieu (2014). « Formes et fonctions de la « donnée » dans trois webs environnementaux sud-américains (Argentine, Bolivie, Brésil) », *Netcom* [En ligne], 27-1/2 | 2013, mis en ligne le 11 juin 2014, consulté le 05 mars 2015. URL : http://netcom.revues.org/1250

GRANDJEAN Martin, JACOMY Mathieu, GIRARD Paul (2016). Visual Network Analysis with Gephi, *Digital Humanities*, 2016, Krakow, Poland. pp. 930-931.hal-01525569

GRANJON Fabien (2014). « 62. Médias dominants, mouvements sociaux et mobilisations informationnelles », *in* Michel Pigenet *et al.*, *Histoire des mouvements sociaux en France*, La Découverte « Poche/Sciences humaines et sociales, p. 681-687.

JACOMY Mathieu (2015). « L'analyse visuelle de réseaux. Explorer le social grâce au numérique », *I2D – Information, données & documents*, 2015/2 (Volume 52), p. 60-61. URL : http://www.cairn.info/revue-i2d-information-donnees-et-documents-2015-2-page-60.htm

JACOMY Mathieu, VENTURINI Tommaso, HEYMANN Sébastien & BASTIAN Mathieu (2014). ForceAtlas2, a Continuous Graph Layout Algorithm for Handy Network Visualization Designed for the Gephi Software. PLoS ONE 9(6) : e98679. https://doi.org/10.1371/journal.pone.0098679

JULLIARD Virginie, « #Theoriedugenre : comment débat-on du genre sur Twitter ? », Questions de communication, 2016/2 (n° 30), p. 135-157. URL : https://www.cairn.info/revue-questions-de-communication-2016-2-page-135.htm

MABI Clément (2016). « Luttes sociales et environnementales à l'épreuve du numérique : radicalité politique et circulation des discours », *Études de communication*, 47, 111-130.

MABI Clément & THEVIOT Anaïs (2014). « Présentation du dossier », *Politiques de communication*, 3, 5-24.

MABI Clément & THEVIOT Anaïs (2014). « La rénovation par le web ? Dispositifs numériques et évolution du militantisme au PS », *Participations* 1/2014 (N° 8), p. 97-126, URL : www.cairn.info/revue-participations-2014-1-page-97.htm.

MARGOLIS Michael & RESNICK David (2000). *Politics as usual. The Cyberspace "Revolution"*, Sage, 2000.

MATHIEU Lilian (2004). *Comment lutter ? Sociologie et mouvements sociaux,* Paris, Éd. Textuel, coll. La discorde, 206 p.

MOROZOV Evgeny (2011). *The Net Delusion : The Dark Side of Internet Freedom*, Public Affairs, 2011.

NEWMAN Mark EJ. (2006). "Modularity and community structure in networks." *Proceedings of the national academy of sciences* 103.23 : 8577-8582.

OFFERLÉ Michel (1996), *Sociologie des groupes d'intérêt*, Paris, Montchrestien.

POUPA Christine (1998). *Démocratie directe et cyber-démocratie en Suisse*, discussion paper de l'IDHEAP, n° 12.

RAMBUKKANA Nathan (2015). *Hashtag Publics : The Power and Politics of Discursive Networks*, Peter Lang.

SMYRNAIOS Nikos et RATINAUD Pierre, (2013). « Comment articuler analyse des réseaux et des discours sur Twitter », tic&société [En ligne], vol. 7, N° 2 | 2ème semestre 2013, mis en ligne le 26 juin 2014, consulté le 16 avril 2018. URL : http://journals.openedition.org/ticetsociete/1578 ; DOI : 10.4000/ticetsociete.1578

SCHLOSBERG David, SHULMAN Stuart & ZAVETOSKI Stephen (2005). « Virtual environmental citizenship : Web-based public participation in rule making in the united-States », Dobson A & Bell D., *Environmental Citizenship*, MIT Press, 304 p.

SHANE Peter (dir) (2004), *Democraty Online. Prospects for Political Renewal through the Internet*, Londres, Routledge.

SUBRA Philippe (2007). Géopolitique de l'aménagement du territoire, Paris, Armand Collin.

SWYNGEDOUW Erik (2009). "The Antinomies of the Postpolitical City : In Search of a Democratic Politics of Environmental Production", *International Journal of Urban and Regional Research*, September, pp. 601–620.

TEISSANDIER Roch (2013). *Europacity, L'aménagement du Triangle de Gonesse remis en cause par des systèmes de rationalité controversés*, mémoire de master d'aménagement et développement local, Dir. Berroir Sandrine & Douay Nicolas, Université Paris-Diderot.

VEDEL Thierry (2003). « L'idée de démocratie électronique, visions, questions », sous la dir. de P. Perrineau, Le désenchantement démocratique, Éditions de l'Aube.

VENTURINI Tommaso, JACOMY Mathieu & PEREIRA Débora (2014). *Visual network analysis : the example of the rio+ 20 online debate*. Working paper, 2014.

VOIROL Olivier (2005), « Présentation. Visibilité et invisibilité : une introduction », *Réseaux*, n ° 129-130, pp. 9-36.

YOUNG Iris Marion (2000). *Deliberation and inclusion*, Oxford, Oxford University Press.

Outils

OOGHE-TABANOU Benjamin, GUIDO Daniele (2017). gazouilloire github repository, https://github.com/medialab/gazouilloire, GNU LGPL 3

JACOMY Mathieu & PLIQUE Guillaume (2017). graph recipes github repository, https://github.com/medialab/graph-recipes

JACOMY Mathieu, OOGHE-TABANOU Benjamin & GIRARD Paul (2016). table2net github repository, https://github.com/medialab/table2net

NOTES

1. Accès : http://www.blogdumoderateur.com/chiffres-twitter/ consulté le 23/11/2016
2. Accès : http://www.lesamisdelaconf.org/spip.php?article475 consulté le 08/01/2017
3. Accès: http://www.lemoniteur.fr/article/portzamparc-mangin-bonnet-des-architectes-urbanistes-denoncent-le-projet-europacity-32421201 et 2017, consultés le 20/11/2016
4. Toutes les collectes de données Twitter ont été réalisées grâce à un outil libre, *Gazouilloire*, installé sur un serveur installé au CEVIPOF, Sciences Po. La collecte nécessitant de posséder un compte sur le réseau social, elle a été effectuée en utilisant les informations de connexion de l'ingénieur responsable de notre projet.

5. La chanson est accessible à l'adresse https://www.youtube.com/watch?v=0KEwQ4S-1QY, consulté le 15/10/2016
6. Table2Net est accessible à l'adresse : http://tools.medialab.sciences-po.fr/table2net/, consulté le 15/01/2017
7. Graph Recipes est accessible à l'adresse : http://tools.medialab.sciences-po.fr/graph-recipes/, consulté le 15/01/2017

RÉSUMÉS

Cet article porte sur l'activisme environnemental et les usages du numérique. Le cas de la controverse autour du projet EuropaCity en périphérie parisienne s'appuie une analyse de l'usage du réseau social Twitter. Le corpus de données collecté et analysé correspond au hashtag de la controverse, *#EuropaCity*, ainsi qu'aux profils des acteurs principaux du débat sur la plateforme. Les résultats permettent d'établir une cartographie d'un débat qui peine à s'instaurer en ligne. Plus spécifiquement il s'agit d'observer l'évolution dans le temps du débat, par la distribution temporelle des tweets et son articulation à l'actualité des mobilisations, de l'évolution du projet et des moments du débat public. Une attention est aussi portée aux principaux acteurs impliqués dans la controverse et à leurs registres d'action au travers de l'importance prise par la controverse EuropaCity dans leurs communications et actions, leurs proximités et éventuelles mise en réseau, leurs interactions, leurs modes d'expression et bien sûr le contenu des tweets.

This article focuses on environmental activism and the uses of digital. The case study of the controversy around the EuropaCity project in the Parisian periphery is based on an analysis of the use of the social network Twitter. The corpus of collected and analyzed data corresponds to the hashtag of the controversy, #EuropaCity, as well as the profiles of the main actors of the debate on the platform. The results make it possible to establish a map of a debate that is struggling to be established online. More specifically, it is question of observing the evolution in time of the debate, by the temporal distribution of the tweets and its articulation with the actuality of the mobilizations, the evolution of the project and the moments of the public debate. Attention is also given to the main actors involved in the controversy and to their record of action through the importance of the EuropaCity controversy in their communications and actions, their proximity and possible networking, their interactions, their modes of expression and of course the content of the tweets.

INDEX

Mots-clés : Controverse, aménagement urbain, réseau social, twitter
Keywords : Controversy, urban planning, social network, twitter

AUTEURS

DIÉGO ANTOLINOS-BASSO

Sciences Po, CEVIPOF

FLAMINIA PADDEU

Université Paris 13, Pléiade

NICOLAS DOUAY

Université Paris-Diderot, Géographie-Cités

NATHALIE BLANC

CNRS, UMR LADYSS